Accompagnement renforcé des bénéficiaires du RMI, dans les Hauts de Seine, France

Researchers:

Bruno Crépon

Marc Gurgand

Thierry Kamionka

Laurent Lequien

Sector(s): Marché du Travail

Location: Hauts de Seine, France

Sample: 17 666 individus

Target group: Job seekers

Outcome of interest: Employment

Intervention type: Job counseling Soft skills

AEA RCT registration number: AEARCTR-0000471

Partner organization(s): Conseil Général des Hauts de Seine

Policy issue

Les politiques publiques sociales doivent faire face à la difficulté d'aider des individus à trouver un emploi alors qu'ils ont des connexions limitées au marché du travail. Un certain nombre de politiques publiques actives consistent à aider et à encourager les chômeurs : cette approche d'accompagnement renforcé s'est rapidement développée en France, et, dans une large mesure, a été déléguée à des entreprises privées. Pourtant, très peu d'informations sont connues sur l'impact réel de telles politiques sur les bénéficiaires, en particulier quand ils ont été au chômage ou ont reçu des allocations depuis longtemps. De plus, pour les premières expériences, les entreprises privées ont obtenu des contrats très généreux. Les gouvernements locaux et nationaux s'attendaient à ce que la réduction des aides sociales ou des allocations chômage compense ce coût. Mais il y a actuellement peu d'études permettant de vérifier la validité de ces attentes.

Context of the evaluation

Le programme a été mis en œuvre en banlieue parisienne, dans les Hauts-de-Seine.
La population ciblée, une population en profonde difficulté sociale, est composée de bénéficiaires d'allocations qui dépendent des aides depuis au moins deux ans. A l'époque de l'expérimentation, il y avait environ 17 000 individus qui pouvaient bénéficier de l'intervention. La moitié d'entre eux bénéficiait de l'aide sociale depuis plus de 4 ans.

Photo: Aude Guerrucci | J-PAL/IPA

Details of the intervention

Les chercheurs ont voulu vérifier si cet accompagnement renforcé, mis en œuvre par une entreprise privée, est un moyen efficace pour améliorer le taux d'emploi d'une population aussi éloignée de l'emploi.

Les coordonnées des bénéficiaires potentiels étaient transmises à l'entreprise qui était alors autorisée à contacter les personnes pour leur offrir le service. L'accompagnement consistait en des réunions régulières avec un conseiller unique qui aidait les personnes à gagner en confiance, à résoudre des problèmes sociaux immédiats et à chercher du travail ou une formation. Les réunions se déroulaient dans les bureaux de l'entreprise.

Les chercheurs ont tiré au sort les personnes au sein de toute la population éligible: 13 236 individus ont pu bénéficier de l'accompagnement (le groupe test) et 4430 individus ont constitué le groupe témoin.

L'évaluation est entièrement basée sur les données administratives des 17 666 individus de l'échantillon. Ces données fournissent des informations mensuelles sur les statuts professionnels et les aides reçues.

Results and policy lessons

Le taux de participation réel étant très faible, seulement 15%, la plupart des résultats sont imprécis. Ils suggèrent que l'accompagnement a permis d'améliorer l'accès à l'emploi et réduit un peu la dépendance à l'aide sociale.
Il faut noter que le programme était plus efficace pour ceux qui bénéficiaient depuis peu de temps de l'aide sociale.

Cependant, le coût de l'intervention (paiement au fournisseur privé) était suffisamment élevé pour que le bénéfice net soit clairement négatif. Cela est vrai si l'on compare la réduction des allocations d'aides sociales aux coûts. Cela est encore plus vrai si

l’on valorise le fait que certains individus trouvent un travail.

Crì©pon, Bruno, Marc Gurgand, Thierry Kamionka, and Laurent Lequien. "Is Counseling Welfare Recipients Cost-Effective? Lessons from a Random Experiment." Working Paper, Paris School of Economics, 2011.